

Médiarchies – un rouage de la Machine à Faire Gagner les Droites

Par [Yves Citton](#) Professeur de littérature et médias,
Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Co-directeur de la
revue Multitudes. [AOC le 19/05/2025](#)



Yves Citton, *La Machine à faire Gagner les Droites*, « Imprimé d'AOC » n° 26, mai 2025 – dans les bonnes [librairies](#), et [ici](#).

Le congrès du parti Les Républicains qui s'est tenu ce week-end invite à se pencher sur la droitisation que connaît mondialement la vie publique. De quoi se nourrit cette mécanique ? N'est-il question que d'idées et de programmes ? Ou plutôt d'un certain état de nos formes et infrastructures médiatiques ? Yves Citton décortique la Machine à Faire Gagner les Droites en 64 vignettes, et les publie dans notre collection d'ouvrages « Imprimés » diffusée en librairie. Découvrez ici les premières pages.

De Nîmes à Hénin-Beaumont, de Tel Aviv à Buenos Aires, de Washington à Budapest, d'Amsterdam à Moscou, d'Ankara à New Delhi, les gauches s'étonnent et se désolent de voir les droites gagner les élections. On s'ébahit de la bêtise d'électeurs votant contre leurs intérêts. On évoque le populisme, l'influence des réseaux sociaux, le charisme hypocrite des leaders. On s'indigne de leurs saillies, de leur impudence, de leur abjection. On suggère que « la gauche » (caviar, artiste) a abandonné « le peuple » (saucisson, vin rouge). En creusant un peu, on incrimine l'appropriation des médias de masse par quelques milliardaires, les atteintes aux libertés civiles et à la diversité de la presse par des régimes illibéraux, les algorithmes de Facebook, YouTube ou Twitter (empiré en X).

Et, bien entendu, on a raison.

On n'ose pas imaginer un complot – parce que le complotisme est une maladie (doublée d'une stratégie) de l'extrême droite, parce que les théories de la conspiration ont historiquement partie liée à l'antisémitisme, parce qu'il serait trop simple (et démodé) d'imaginer quelques capitalistes et magnats de la presse assis autour d'une table à fumer des cigares en se partageant la domination du monde.

Et, bien entendu, on a raison.

Ne pas croire naïvement à la *machination* d'un État Profond Transnational, ou d'une Confédération Générale des Multinationales, ne doit toutefois pas nous empêcher de reconnaître le fonctionnement objectif de certaines *machines*, résultant d'un mix impur d'intentions et d'accidents, d'opportunismes et de tendances, de stratégies et

d'opportunisme, sans que ces drôles de machines n'aient forcément de pilote, ni même de cockpit.

Le ribosome est une admirable machine de synthèse des protéines, qui opère au cœur du vivant depuis des millions d'années sans que personne ne l'ait préconçue, programmée, dirigée, exploitée. Cette machine fonctionne : elle traduit l'ARN messager en protéines. Pour ce faire (et pour se reconstituer du même coup elle-même), elle sélectionne et capte des éléments de son environnement sur la base de propriétés mécanico-chimiques, elle reproduit et parfois contribue à altérer les formes de vie qui se sont progressivement déployées à la surface de la planète Terre.

*Ce petit livre soutient que le métabolisme politique des régimes électoraux du début du XXI^e siècle est colonisé par une Machine à Faire Gagner les Droites, qui opère à la manière d'un ribosome, traduisant les informations en propagande. Les campagnes du Parti Républicain états-unien, de Ronald Reagan à Donald Trump, peuvent en servir d'illustration emblématique, autour de leur slogan *Make America Great Again* (MAGA). Mais des dynamiques similaires sont à l'œuvre dans la plupart des démocraties représentatives de notre époque.*

La prémisse des analyses esquissées ici est qu'il y a des droites, en réalité très différentes entre elles : Marine Le Pen (qui n'est ni Éric Zemmour ni Laurent Wauquiez ni même Jordan Bardella) n'est pas Donald Trump qui n'est pas Vladimir Poutine. Les programmes de Victor Orban ne sont ni ceux de Javier Milei, ni ceux de Geert Wilders, ni ceux de Giorgia Meloni. Ces droites parviennent cependant toutes à se greffer habilement sur une machine électorale et médiatique commune, transnationale, qui explique leur puissance conquérante. Il est encore possible que le Rassemblement national n'entre pas à l'Élysée, comme il était possible que Donald Trump ne parvienne pas à une deuxième présidence (si les Démocrates n'avaient pas fait preuve d'autant d'ineptie). Au-delà des effets d'essuie-glace communs aux démocraties parlementaires – qui tendent à faire alterner coups de barre à gauche et coups de barre à droite au rythme des cycles électoraux –, nous vivons depuis une quarantaine d'années une considérable droitisation du champ politique dans son ensemble. Cette lame de fond n'est une fatalité que si nous laissons la Machine à Faire Gagner les Droites régir nos élections. C'est cette machine que ce livre essaie d'analyser, et que nous devons apprendre à démonter, pour lui opposer des contre-machinations, pour lui substituer d'autres machines.

Cinq avertissements avant de commencer.

Ni « la politique » ni « le politique » ne se réduisent aux processus électoraux, dont on peut dire que tel ou tel parti les « gagne » ou les « perd ». Le pouvoir d'État n'est jamais conquis comme une place forte, qu'on commanderait à sa guise, une fois planté le drapeau au faite du Palais. Aussi difficilement gouvernables que soient nos inerties administratives, aussi sceptique et désespéré que puisse laisser le cirque électoral, et aussi compréhensible que soit le geste d'abstention, gagner une élection présidentielle ou parlementaire donne accès à certains leviers législatifs et exécutifs qu'il n'est pas souhaitable de laisser à ses adversaires. La Maison Blanche de Trump 2 comme la prise de pouvoir par Orban démontrent toutefois que ce qui est issu des urnes peut exercer une emprise effective et terriblement nuisible sur la vie sociale d'un pays.

*Nous sentons aujourd'hui la fragilité d'une pacification (toute relative et très inégalitaire) tenue jusqu'à récemment pour acquise dans la vie politique des pays occidentaux. L'ordre social qui a assuré aux classes moyennes des pays occidentaux une prospérité inédite durant la deuxième moitié du XX^e siècle était basé sur toute une série de violences systémiques (*slow violence*) exercées contre les populations des périphéries (le tiers-monde, les Suds) ainsi que contre des*

classes défavorisées au sein même des pays riches (immigrés, pauvres, femmes, LGBTQI+). Même si ces violences « lentes » prenaient ponctuellement des formes meurtrières dans les cas de féminicides, de brutalités policières et de répression d'émeutes raciales, les gouvernements occidentaux avaient en grande partie renoncé aux grandes chasses aux sorcières illustrées par le maccarthysme, et les groupuscules fascistes ne pouvaient pas brutaliser leurs victimes en toute impunité. Beaucoup craignent que cette ère ne touche à sa fin. Les machines informationnelles dont il sera question ici ne sont peut-être que la partie émergée de machines policières ou miliciennes qui nous menacent de brutalisations autrement plus terrifiantes, mais ce sera sur cette partie émergée que portera l'analyse.

*Il est illusoire de vouloir séparer étanchement « droites » et « gauches », selon une frontière dont la définition serait une prémisses à la discussion. On commencera par se référer à ce qui reste d'intuitif dans cette distinction, avec l'espoir d'arriver, au fil du parcours, à quelques reconfigurations empiriques susceptibles d'en renouveler les termes. On conjuguera ici droites et gauches au pluriel, parce qu'il est tout aussi important d'en montrer la pluralité, de chaque côté, que d'en réaffirmer quelques oppositions fondamentales, qui clivent nos constructions de la réalité. Au sein de cette pluralité, on observe toutefois des repositionnements majeurs qui relèvent de la polarisation : aussi bien Laurent Wauquiez que Bruno Retailleau ou Gérard Darmanin représentent une droite qui se veut « dure » (« *tough on crime* », disaient les Républicains états-uniens des années 1990), transformant la différence entre LR et RN en une querelle de marque, davantage encore que de chapelle. En même temps que le macronisme dérivait à droite en prétendant occuper « le centre », « la droite » d'aujourd'hui s'identifie à « l'extrême-droite » d'hier. C'est cette droitisation qu'opère la Machine.*

Et ce processus de droitisation observé depuis les années Thatcher-Reagan peut être interprété comme une réaction de surface à des transformations culturelles bien plus profondes, qui vont généralement dans un sens progressiste. Au sein des pays riches et des géoclasses privilégiées, les idéaux de justice sociale, de liberté individuelle et d'égalité formelle ont conquis du terrain au fil des décennies. De même que les fascismes des années 1930 peuvent être vus comme une tentative désespérée, de la part de certaines classes dirigeantes, de contenir les progrès d'une socialisation croissante de la production et de la vie commune, de même les victoires actuelles de l'extrême droite peuvent être considérées comme un effort pour contrecarrer un mouvement nécessaire d'écologisation et de solidarisation de nos relations à l'échelle planétaire. La « nécessité » de ce mouvement n'implique nullement qu'il ait lieu de façon automatique, encore moins pacifique : les centaines de millions de morts de la seconde guerre mondiale nous rappellent que ces retours de manivelle réactionnaires peuvent être dramatiquement destructifs. Mais ne pas renoncer au sentiment qu'il nous appartient de contribuer à un certain « progrès historique », toujours à étendre et à intensifier, pourrait bien être aujourd'hui une condition de survie collective.

Enfin, il n'est pas question ici de donner des leçons de politique. Ce livre émane de quelqu'un qui comprend de moins en moins ce qu'on fait quand on parle de politique, mais qui constate les dommages résultant de ce qui s'en dit et s'en fait. L'effort mené pour clarifier quelques zones d'ombres visera à partager des désarrois, autant que des propositions analytiques – dans l'espoir que ce partage aidera à réduire les premiers, et à raffermir les seconds, par un dialogue collectif.

Médiarchies

§1 – Démocraties

Les démocraties parlementaires sont des réalités inédites et très nouvelles à l'échelle de l'histoire humaine. L'idée que tout-

le-monde-et-n'importe-qui puisse être consulté et avoir autorité décisionnaire sur la façon de gouverner des communautés politiques regroupant des millions d'individus aurait semblé parfaitement aberrante à la plupart des esprits des siècles précédents. Même si tous les systèmes politiques comprennent des dispositifs plus ou moins formalisés de consultation des membres de la communauté, le principe accordant à toute personne adulte un vote doté d'une valeur égale à celui des autres n'a été mis en place que très progressivement et très imparfaitement au cours des dernières décennies : le droit de vote pour toutes n'a été généralisé en Suisse que dans les années 1970, en Afrique du Sud que dans les années 1990 ; les émirats du Golfe persique excluent l'immense majorité de leurs résidents de tout droit politique ; et les Républicains du Sud des USA multiplient les mesures discriminatoires qui font obstacle au vote des populations afrodescendantes.

Si le principe d'une représentation démocratique des volontés populaires par l'entremise d'élections périodiques relève d'une évidence pour beaucoup d'entre nos contemporaines et contemporains, il doit donc d'abord être resitué dans sa fondamentale bizarrerie. À l'échelle du temps long de l'anthropologie, c'est encore un bébé balbutiant, dont il serait naïf et dangereux de croire qu'il soit d'ores et déjà pleinement formé, doté de toutes les forces propres, de toutes les connaissances et de toutes les habitudes nécessaires à lui assurer une vie longue et prospère. Mieux vaut sans doute l'envisager comme un bricolage foutraque, encore très fragile et grevé de nombreuses tares à remédier incessamment.

Au rang des principales faiblesses structurelles qui affectent les démocraties actuellement connues dans ce qu'il est convenu d'appeler le Nord global, on peut lister par exemple : les lois d'exonération fiscale, bien analysées par Julia Cagé, qui font qu'en France les plus riches sont en position de diriger de façon complètement inégalitaire le financement public des partis politiques ; les lois qui permettent, aux USA, à quelques milliardaires de monter des machines de campagnes capables d'écraser toute alternative moins bien financée ; les collusions multiples qui, sous le parapluie flou du lobbying, accordent à certains intérêts économiques un accès privilégié aux décideurs politiques ; les logiques qui conduisent *de facto* à rendre inaccessible le statut de parlementaire à de larges classes de nos populations.

Même en ne prenant en compte que de tels vices de construction, on pourrait déjà remettre en cause le principe légitimateur de nos formes sociales voulant que nos décisions (ou absences de décisions) gouvernementales doivent être respectées parce qu'elles reposent sur la volonté et le pouvoir du peuple (*démocratie*). Nos systèmes électoraux comportent des biais légaux qui déforment structurellement la représentation des volontés et des intérêts des différents membres de nos communautés. Ces biais donnent à beaucoup d'entre nous l'impression (nullement irrationnelle) de ne pas être véritablement représentés par ces systèmes, d'où les très forts taux d'abstention récemment observés.

À ce premier niveau d'analyse, l'existence d'une Machine à Faire Gagner les Droites relèverait donc à la fois (si l'on est charitable ou naïf) d'une série d'imperfections de nos systèmes juridico-politiques, dues à leur néoténie, mais aussi (de façon plus réaliste) d'efforts poursuivis de longue date par certaines classes dominantes pour se réserver un certain monopole sur certains mécanismes de décision.

§2 – Publicocraties

À un deuxième niveau d'analyse, les principes démocratiques reposent non seulement sur un certain nombre de lois réglementant, de façon plus ou moins égalitaire, l'accès de certains membres de nos communautés à des positions de décisions gouvernementales. Ces principes impliquent aussi que *tout-le-monde-et-n'importe-qui puisse avoir accès aux*

informations nécessaires à se faire une idée relativement adéquate du fonctionnement de nos sociétés.

On identifie généralement ce deuxième niveau d'exigence démocratique au principe de *liberté d'expression*. Même si des consultations électorales sont régulièrement mises en place, comme c'est le cas désormais dans la grande majorité des États-nations à l'échelle de la planète, et même si les urnes n'y sont pas bourrées, on ne reconnaîtra pas leurs résultats comme véritablement « démocratiques » si le gouvernement en place menace de prison toute voix dissidente. On sait que cette liberté d'expression n'est jamais totale, et qu'elle n'équivaut nulle part au droit abstrait de dire n'importe quoi de n'importe qui. Diverses lois visant à réprimer les calomnies, les appels au meurtre, les propos haineux, les injures racistes, les *fake news* ou les blasphèmes font partie de l'arsenal légal nécessaire à toutes les démocraties.

Quelles qu'en soient les limites, cette liberté de parole, si elle est une condition nécessaire de la démocratie, n'en est toutefois nullement une condition suffisante. En invoquant le principe de la *liberté d'opinion*, on impose une attente bien plus exigeante que la simple possibilité formelle de dire ce que l'on pense : celle de pouvoir *se faire une opinion* (décevantement informée) sur ce qui est en train de se passer et sur ce qu'on peut espérer y faire. Cela implique non seulement de pouvoir parler, mais aussi de pouvoir écouter, voir, apprendre, comprendre. Mike Ananny parle à ce propos d'un *droit du public à entendre* : si certaines voix mieux dotées écrasent les autres (qu'on laisse pourtant s'exprimer), ou si tout le monde s'égosille sans que personne n'entende les choses importantes à prendre en compte, on ne saurait espérer arriver à de bonnes décisions.

La force des démocraties, en ce début de troisième millénaire, se mesure donc aux dispositifs qu'elles mettent en place pour favoriser la constitution de publics décevantement informés. Si la question reste ouverte de savoir ce qu'est le *démos* dont se réclame la démocratie (un peuple ? des multitudes ?), la première chose à comprendre est que ce qui élit des parlementaires et des présidents, ce qui vote pour ou contre des constitutions et des référendums, ce n'est jamais directement ni un peuple homogène, ni une somme d'individus isolés les uns des autres, mais un ensemble de *publics* aux dimensions et aux contours variés. *Nos démocraties sont en réalité des publicocraties*. Si nous croyons ou comprenons plus ou moins difficilement ceci ou cela, et si nous finissons par voter (ou ne pas voter) pour tel ou tel candidat, c'est en tant que nous entendons, voyons et lisons ceci plutôt que cela. Autrement dit, c'est en tant que nous faisons partie de tels ou tels publics.

À ce deuxième niveau d'analyse, la Machine à Faire Gagner les Droites est à concevoir comme une machine à constituer certains types de publics.

§3 – Médiarchies

On appelle généralement *médias* ce autour de quoi se constituent des publics. On peut les écrire *media* (sans accent ni s final) pour désigner les appareillages techniques utilisés pour transmettre dans l'espace, enregistrer dans le temps, et transformer selon différents paramètres, les discours, images et sons circulant entre les humains. Ces dispositifs techniques donnent rapidement naissance à des *institutions sociales* qui accompagnent, implémentent, conditionnent et structurent le déploiement de ces appareillages techniques. Au XVI^e siècle, la presse à imprimer a répandu la culture du livre à travers des entreprises d'édition et des réseaux de colporteurs ; au XX^e siècle, la télévision s'est d'abord concentrée autour de quelques grandes chaînes nationales diffusant à de grands ensembles de populations un message uniforme consommé au sein de l'espace familial ; au XXI^e siècle, la multiplication des smartphones permet à chacune et chacun d'envoyer et de

recevoir des contenus audiovisuels, par l'intermédiaire de plateformes numériques aux dimensions planétaires.

Jusqu'à récemment, il était assez facile de faire la distinction entre certains media donnant lieu à des correspondances privées adressées à des personnes préalablement identifiées (l'échange épistolaire, le télégraphe, le téléphone, le texto-sms) et d'autres media, dits « de masse », adressant leurs contenus à des publics anonymes et *a priori* inconnus (le livre ou le périodique que tout le monde peut acheter, l'émission de radio que tout le monde peut capter, le site du world wide web sur lequel tout le monde peut cliquer).

Avec l'avènement des media dits « sociaux », cette distinction tend à s'estomper : un utilisateur peut restreindre ses correspondants à des cercles très limités et très proches, tandis qu'un autre peut re-tweeter son message à des millions de récepteurs anonymes dispersés sur toute la planète. Je parlerai dans la suite de *médias* (avec un accent aigu et un s au pluriel) pour désigner le mixte d'appareillages techniques et d'institutionnalisations sociales permettant à des discours, des images ou des sons de se diffuser au sein de publics anonymes et ouverts, générant ainsi de potentiels effets de masse.

Si ce sont les publics qui élisent nos représentants politiques et si les publics se constituent autour de médias, alors *nos régimes politiques ne sont pas vraiment à concevoir comme des « démocraties »* (pouvoir du *démos*, du peuple, des gens, des citoyens), *mais comme des médiarchies* (pouvoir des médias en tant qu'ils régissent la constitution de publics).

Si tel est le cas, alors nos conceptions les plus communes de la politique sont à revoir. Nous débattons encore comme si « l'opinion publique » pensait ceci ou cela : au moment où je rédige ces pages, radios, télévisions et éditorialistes répètent à l'envi que deux Français sur trois approuvent le contenu général des nouvelles (énièmes) lois sur l'immigration, comme ils répétaient il y a quelques mois que la même proportion d'électeurs potentiels rejetait la (énième) réforme des retraites imposée par le gouvernement. Certains en tirent la conclusion – apparemment raisonnable – que les mesures sur l'immigration seraient conformes à une certaine volonté populaire, laquelle manquerait à l'allongement de la durée légale du travail. Le jeu démocratique consisterait alors, pour les partis et activistes politiques, à tenter de convaincre cette opinion publique de faire évoluer son inclination majoritaire dans un sens ou dans l'autre. D'où la pratique des débats permettant à chacune et chacun, au sein du Parlement comme autour d'un verre au Café du commerce, d'exprimer son avis en espérant altérer ainsi la balance générale de l'opinion majoritaire.

Admettons par hypothèse que les chiffres censés refléter l'état de cette opinion publique soient basés sur des procédures de sondages fiables. Demandons-nous ce qu'« expriment » ces chiffres – au sens littéral : qu'est-ce qui se trouve « pressé » (-*primere*) où pour qu'« en sorte » (ex-) tel ou tel pourcentage ? La réponse – encore beaucoup trop sommaire, bien entendu – est qu'il sort d'un côté du tube médiatique ce qu'on y a fait rentrer de l'autre côté. Reconnaître que tel est *massivement* le cas invite à approcher nos régimes politiques en termes de médiarchie plus que de démocratie. Le corollaire en est que les causes des succès de la Machine à Faire Gagner les Droites sont à chercher au niveau des tubes et des pressions qui y opèrent, davantage qu'à celui de la plus ou moins grande rationalité des lois sur les retraites ou l'immigration, ou de la plus ou moins grande inclination qu'éprouveraient une majorité des opinions pour ou contre elles. (...)